



Conseil des ministres de l'économie
et des finances

“Vers un protectionnisme européen ? Faut-il protéger le marché européen de la concurrence internationale pour faire face aux conséquences de la crise du COVID-19?”

Sommaire:

I/ Le protectionnisme dans l'UE avant la crise du COVID-19.

II/ Les conséquences de la crise du COVID-19 sur l'économie européenne.

III/ Les différentes solutions des pays face à la crise de la Covid-19.

Introduction:

Depuis sa création, la commission de **l'économie** et des **finances** de l'Union Européenne vise à déceler, prévenir et corriger les évolutions économiques problématiques, telles que les **dettes** ou les **déficits publics** excessifs.

C'est dans cette perspective que les mécanismes européens d'assistance financière existent. Ils ont pour but de soutenir les pays de l'UE en difficulté et préserver ainsi la **stabilité financière** de l'Union Européenne dans la "Zone Euro". De ce fait, l'UE gère actuellement trois programmes de prêts destinés à apporter une aide aux pays confrontés à des difficultés financières.

Afin de promouvoir la croissance ainsi que la création d'emplois, la Commission Européenne de l'économie et des finances prône depuis toujours une stratégie économique fondée sur la responsabilité budgétaire, l'investissement et les réformes structurelles. Aux regards des autres pays, l'Union Européenne est vue comme un bloc protectionniste depuis longtemps. Cependant, d'après la Cour Européenne de Justice, l'Union Européenne ne pratique presque pas le **protectionnisme** en matière de **marché publics** : pour ce type de marchés (1 000 milliards d'euros par an), le taux d'ouverture européen est de 90%, alors qu'il n'est que de 32% aux Etats-Unis et 28% au Japon. Mais suite à la crise de la COVID-19, la Commission Européenne dirigée par Ursula von der Leyen (en fonction depuis le 1er décembre 2019) incite les Etats membres à défendre leur sécurité et leur souveraineté économique en 2020. Pendant que des mesures de protection des entreprises sont prises dans certains pays comme l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, entre autres, d'autres pays très libéraux préparent un projet de loi allant dans ce même sens. Le Royaume-Uni, par exemple, a mis en place le Brexit, un projet qui vise à indépendantiser le Royaume-Uni de l'Union Européenne. Par ailleurs, d'autres pays ont adopté des mesures moins radicales. C'est le cas de la France qui s'est donné un droit de contrôle sur les investissements étrangers lorsque ceux-ci représentent une acquisition importante des parts d'une entreprise française.

De nos jours, peu importe la situation économique des pays européens. Qu'ils soient en déficit commercial ou endettés, de plus en plus d'entre eux optent pour un protectionnisme national et non européen, tandis que d'autres restent contre et se rapprochent ainsi de grandes puissances mondiales extérieures à l'UE.

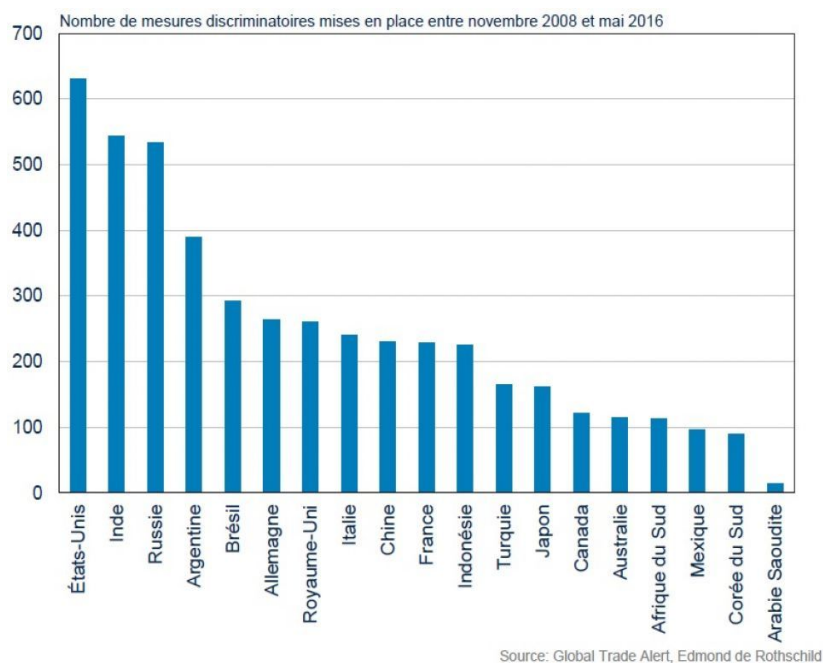
Un protectionnisme européen nécessiterait d'un accord commun et d'une confiance envers l'Union européenne, de la part des différents pays qui se retrouvent face à l'incapacité d'harmoniser et de créer un accord commun, comme le témoigne l'inexistence d'accords sur le protectionnisme en Europe. Cependant, il existe des accords de libre-échange avec, par exemple, des pays de l'ASEM. L'Union Européenne fait donc face à un profond désaccord accompagné d'un déséquilibre puissant entre les pays, ce qui est favorable à la **concurrence internationale**.

Mais, faut-il alors se diriger vers un protectionnisme européen ? Faut-il protéger le marché européen de la concurrence internationale pour faire face aux conséquences de la crise de la COVID-19 ?

I/ Le protectionnisme dans l'Union Européenne avant la crise du COVID-19.

Avant la crise de la Covid-19, l'Union Européenne était vue comme un bloc protectionniste aux yeux du monde.

De plus, la crise économique de 2008 a poussé beaucoup de pays à prioriser leurs intérêts personnels avant de penser aux intérêts européens. Un bon exemple de ceci est celui de la Grèce, un pays qui vend la plupart de ses infrastructures commerciales (port de Pirée, etc) à des entreprises chinoises (COSCO, etc), afin de diminuer leur déficit économique. Un autre exemple est l'Italie qui se rapproche de la Chine et de la Russie sur le plan économique et commercial.



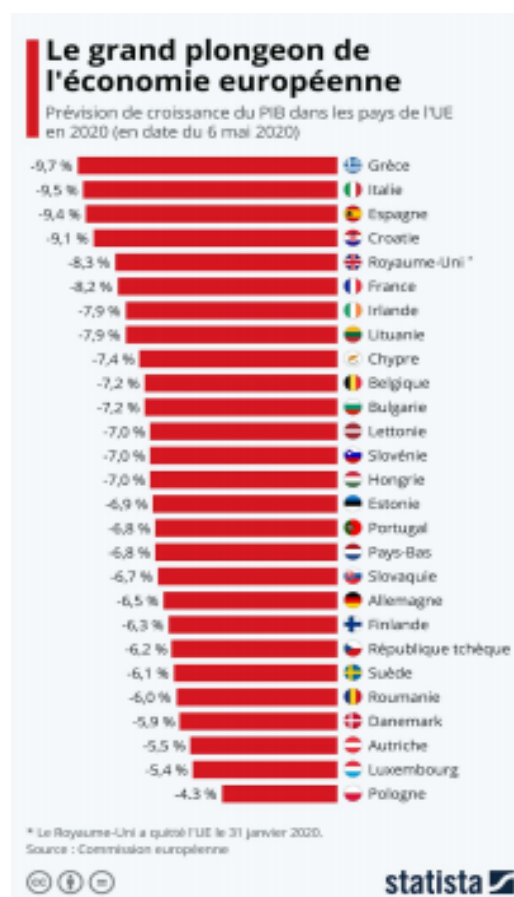
Par ailleurs, nous pouvons clairement voir comment l'économie européenne s'est fragilisée ces dernières années, notamment suite à l'approbation du Brexit en 2016. Ceci a entraîné que certains pays membres de l'UE aient adopté des mesures protectionnistes sur le plan économique comme l'Allemagne par exemple.

Finalement, plusieurs pays d'Europe, tels que la Pologne et la Hongrie, sont des démocraties libérales qui prônent des mouvements nationalistes en plus d'être en contre du libéralisme économique.

II/ Les conséquences de la crise de la COVID-19 sur l'économie européenne.

La crise de la Covid-19 a entraîné la congélation **des flux** non seulement à l'échelle mondiale mais également au sein de l'Union Européenne. Ceci a créé des situations économiques très polarisées.

Les pays où la principale source de revenu est le tourisme, tels que l'Italie ou l'Espagne, ont été particulièrement touchés par la pandémie. En effet, ils se sont endettés car ils ont été obligés de faire des prêts pour payer leurs dépenses (aides sociales, santé publique...). D'autres pays comme la France ont souffert d'un déficit commercial. La France traîne un déficit commercial d'environ 71 milliards d'euros depuis le début de 2020, cela représentant la plus grande somme depuis 2011, estimée à 74 milliards d'euros (pleine crise économique). Finalement, des pays où l'industrie a un poids très important sur l'économie comme l'Allemagne, la Finlande ou les Pays-Bas, ont été très peu touchés comparé aux autres pays. En effet, les restrictions dans les déplacements de loisir ne les ont pas tellement affecté à l'échelle nationale. Ces différences dans l'économie ont entraîné des conflits entre pays. Un exemple de ces conflits est celui des **"Corona Bonds"**, des emprunts (à la Banque Européenne d'Investissements) communs à l'Union Européenne pour financer les mesures de relance économique. Cette mesure a principalement opposé l'Allemagne et les Pays Bas, qui étaient contre cette proposition, à la France et l'Italie qui y étaient pour. La principale conséquence de la crise de la Covid-19 en Europe est l'accélération du déclin relatif de l'économie dans la zone européenne. Ceci a un impact crucial pour les pays européens car les aides économiques entre les différents pays sont devenues plus compliquées. Une autre conséquence de la crise de la Covid-19 est la recherche et la volonté d'instaurer un protectionnisme national, ce qui mènerait à un ralentissement dans les activités économiques des pays.



Une solution à tout ça? La seule qui paraît possible à court terme est l'installation du protectionnisme en Europe: une Europe forte face aux négociations avec les autres puissances mondiales. Mais cet avis diffère entre les pays au sein de l'Union Européenne.

III/ Les différentes solutions des pays face à la crise de la Covid-19.

Plusieurs points de vue s'opposent, menaçant ainsi l'Union Européenne, déjà fragilisée par le passé. En effet, depuis quelques années l'UE fait face à un déclin économique, mis à mal par une succession de plusieurs crises (financière, migratoire ou encore celle du Brexit). Nous pouvons prendre l'exemple de la crise économique de 2008 : cette dernière a touché toutes les parties du globe, l'Europe n'étant pas épargnée. Durant cette crise, la Banque centrale Européenne (BCE) a dû abaisser graduellement son taux directeur de 4,75% à seulement 1% afin d'inciter l'octroi de crédits et ainsi contribuer à l'activité de nos citoyens européens. Cependant en 2019, soit plus de 10 ans après, ce taux est passé à 0% ce qui, nous en sommes conscients, donne un signal d'une économie affaiblie. De plus, nous constatons la montée économique d'autres puissances et particulièrement des puissances émergentes telles que la Chine qui est aujourd'hui devenu, d'après les estimations de la Banque Mondiale, le premier pays au monde pour le PIB à parité de pouvoir d'achat (PPA), passant ainsi devant les États-Unis. L'Union Européenne travaille donc dans un but de réaffirmer sa place et de ne plus être spectatrice de cette montée en puissance des autres puissances. La crise de la Covid-19 n'a marqué que l'accentuation de ces faiblesses de par le retour au protectionnisme national dans beaucoup de pays. En effet, la pandémie a mis en lumière les fragilités de l'hypermondialisation. Les chaînes mondiales d'approvisionnement ayant beaucoup été pointées du doigt de par l'impossibilité d'avoir du matériel médical rapidement pour beaucoup de pays, a provoqué chez ces derniers une volonté de recentraliser leur production afin d'avoir le contrôle des productions et d'approvisionnement. L'idée de protectionnisme au sein de l'Union Européenne est désormais une piste écartée par beaucoup de pays. En effet, les pays préfèrent prioriser leurs intérêts propres afin de mieux garantir le futur de leur pays ainsi que le bien être de leur population dans ce contexte de mouvements et d'incertitudes permanentes.

La raison pour laquelle les points de vue diffèrent autant est très simple : chaque pays est un cas différent et isolé. Nous ne nous trouvons pas dans un cas général où des mesures communes peuvent être prises. Beaucoup de facteurs entrent en jeu : la situation économique du pays avant la crise, comment la crise a affectée l'économie du pays, si le pays est en déficit commercial ou endetté, quelles activités font vivre le pays habituellement (ex: le tourisme arrêté alors que c'est une très grande source de revenus pour certains pays), comment le pays a aidé sa population, les mesures prises par le pays... Tout ceci fait de la crise et ses conséquences quelque chose d'unique pour chaque pays, rendant ainsi la prise de mesures bénéfiques pour tous très difficile. Une entraide serait nécessaire et irait dans le sens même de ce pourquoi l'Union Européenne existe, le

but de la commission de l'économie et des finances étant, rappelons-le, de déceler, prévenir et corriger les évolutions économiques problématiques, telles que les dettes ou les déficits publics excessifs. Mais cela est-il possible? La difficulté est que certains pays qui s'en sortent "mieux", tels que l'Allemagne, refusent de "payer pour les autres alors qu'ils ont eux

aussi une crise à gérer”, ce qui accentue les conflits entre les différentes puissances. C’est d’ailleurs le cas des “Corona Bonds” mis en place par l’UE, mais qui oppose quelque peu les pays membres surtout sur une question budgétaire.

Cependant le modèle qui se met en place peut vite devenir inquiétant : si le protectionnisme individuel de la part des pays face au commerce international continue de s’accélérer, cela pourrait plonger les pays, tour à tour, dans une **récession** profonde.

Malgré tout, L’Union Européenne a compris que pour l’adoption d’une solution européenne il est indispensable d’avoir une Europe forte dans ses négociations internes, ainsi qu’externes avec d’autres puissances économiques.

C’est pour cela que l’UE essaye de prendre des mesures, certaines plus individuelles que d’autres, ayant pour but la reconstruction et la fortification de l’économie européenne.



Parmi elles, celle adoptée de 21 octobre 2020, où l’UE a débloqué 17 milliards d’euros pour l’aide à l’emploi et le maintien du travail des populations, afin d’éviter une trop grosse croissance de la courbe du chômage européen. Mais ces mesures font l’objet de polémiques. Lorsque, le 21 juillet 2020, l’Union Européenne a annoncé un plan de relance avec 750 milliards d’euros (voté par les 27 pays membres), certains pays se sont interrogés voir s’y sont opposés tel que la Pologne ou la Hongrie, accusant le plan “d’aller à l’encontre de leur souveraineté”. En effet ce plan de relance débloque la somme de 750 milliards d’euros compris en deux volets : 390 milliards d’euros de subventions distribuées aux

Etats-membres et 360 milliards d'euros de prêts. Cette annonce a fait beaucoup parlé et a provoqué notamment l'incompréhension des populations puisqu'il s'agit de la Commission Européenne et donc les 27 pays membres qui vont devoir financer. Malgré tout, beaucoup jugent que cette initiative est la bienvenue dans un contexte où l'optimisme n'est pas toujours présent, donnant ainsi une lueur d'espoir à tous nos citoyens européens.

Conclusion:

L'Union Européenne fait face à une crise sans précédent: le coût humain, économique et politique est considérable et ne cesse d'augmenter. La situation s'avère très difficile puisque, à la suite de cette crise, chaque pays cherche à s'en sortir individuellement quitte à ne pas prioriser l'entraide entre pays dans l'Union Européenne. Chaque pays a été impacté différemment par la crise, ce qui renforce certaines inégalités déjà présentes. Bien que plusieurs pays n'y songent pas, un protectionnisme Européen pourrait être une piste intéressante avec pour but une reconstruction économique durable pour chacun des pays membres. Cependant certaines femmes et hommes politiques optent pour dire que ce serait une solution afin de relancer l'économie Européenne. Face à la gravité de la situation, alors que cette crise sanitaire inédite se transforme en crise économique d'ampleur, nous faisons de notre mieux afin de déployer les différents moyens à notre disposition.



Mais notre capacité

d'action dépend en grande partie des Etats-membres et de leurs volontés d'agir ensemble. Or, bien que certains plans d'actions aient déjà été voté par les 27 membres, les conflits et la concurrence entre Etats continuent. De plus, la concurrence internationale, bien que également impactée par la crise, continue de prendre du terrain ce qui n'est en rien rassurant pour l'économie européenne. Il y a donc d'autres facteurs qui viennent s'ajouter et contribuer à la chute économique de l'Union Européenne déjà très largement affaiblie par la crise de la COVID-19. Le rôle de la Commission de l'économie et des finances dans cette situation inquiétante, est de trouver et proposer des solutions auxquelles adhèrent tous les pays membres afin de pouvoir commencer une reconstruction de l'économie européenne, qui serait bénéfique et juste pour tous les pays. Le protectionnisme européen serait-il la solution ? Une harmonisation économique est-elle recommandable ? Faut-il voir la concurrence internationale comme une menace ou plutôt comme une porte de sortie ? Tant de questions cruciales qui feront l'objet de débats au sein de notre commission afin de trouver et voter des solutions ainsi que des plans d'actions.

LEXIQUE

- **Économie** : l'ensemble des activités relatives à la production, à la distribution et à la consommation des richesses.
- **Finance** : consiste à fournir l'argent nécessaire à la réalisation d'une opération économique. Ce domaine concerne les individus, les ménages, les entreprises publiques ou privées et les États.
- **Dettes** : en matière d'économie, une dette définit couramment une somme d'argent qu'une personne, physique ou morale, doit à une autre après la lui avoir empruntée.
- **Déficits publics** : le déficit public ou déficit public notifié, correspond au besoin de financement des administrations publiques (secteur institutionnel S13 de la comptabilité nationale) auquel est ajouté le solde des gains et des pertes des opérations sur swaps (produits dérivés).
- **Stabilité financière** : la stabilité financière est une situation dans laquelle le système financier (qui englobe les intermédiaires, les marchés et les infrastructures de marché) est capable de résister aux chocs et de résorber les déséquilibres financiers.
- **Protectionnisme** : une politique économique douanière visant à limiter l'entrée de produits étrangers dans un territoire donné, afin de protéger les intérêts économiques de celui-ci (contraire=libre échange).
- **Marché public** : un contrat administratif conclu à titre onéreux entre un organisme public et un fournisseur ou un prestataire pour répondre aux besoins d'un organisme public en matière de travaux, de fournitures ou de services.
- **Concurrence internationale** : la compétition entre des producteurs ou des commerçants à l'échelle internationale.
- **Flux économiques** : Mouvement de biens, de services ou encore de monnaie entre deux acteurs économiques.
- **“Corona Bonds”** : emprunts communs à l'Union européenne pour financer les mesures de relance.
- **Récession** : régression, ralentissement de l'activité économique.

SITOGRAPHIE POUR LES RECHERCHES

- *Penser l'après COVID :*

<https://www.techniques-ingenieur.fr/actualite/articles/penser-lapres-covid-19-vers-quels-modeles-economiques-se-tourner-2-une-politique-europeenne-robuste-et-coordonnee-78873/>

- *L'économie européenne pendant la COVID-19 :*

https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/health/coronavirus-response/jobs-and-economy-during-coronavirus-pandemic_fr

- *Performances et situation économiques par pays :*

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-performance-and-forecasts/economic-performance-country_en

- *Les prêts de l'union Européenne aux pays face aux difficultés économiques :*

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-and-fiscal-policy-coordination/financial-assistance-eu/funding-mechanisms-and-facilities/eu-borrower_fr

- *L'assistance financière dans l'UE :*

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-and-fiscal-policy-coordination/financial-assistance-eu_en

- *L'économie européenne tout savoir + actualité :*

https://ec.europa.eu/info/topics/economy-finance-and-euro_fr

- *Le protectionnisme dans l'UE :*

https://fr.wikipedia.org/wiki/Protectionnisme#Union_europeenne

https://www.challenges.fr/challenges-soir/pourquoi-les-etats-unis-sont-les-champions-du-monde-du-protectionnisme_434763

- *Plan de relance de l'UE :*

<https://www.lci.fr/international/plan-de-relance-europeen-d-ou-viennent-les-750-milliards-d-euros-et-qui-va-payer-2159824.html>